

CPAM du Finistère  
Administration Générale

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux de mise en place  
d'infrastructures de recharge pour  
véhicules électriques sur deux sites de  
la CPAM du Finistère

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

M12-2025

Date limite de remise des plis

**17/03/2025 à 12h00m00s**

## 1. OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur











CPAM du Finistère - Administration Générale - 1 rue de Savoie 29282 Brest Cedex.  
La personne en charge du dossier est M. Freddy FILIATRE, Expert Marchés Publics.

### ■ Description de la prestation

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Travaux de mise en place d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et véhicules hybrides rechargeables sur deux sites de la CPAM du Finistère. Plus précisément, la CPAM du Finistère souhaite installer des bornes de recharge pour véhicules électriques sur ses sites de Quimper et de Brest.

Code CPV	Libellé CPV
45310000-3	Travaux d'équipement électrique
45311200-2	Travaux d'installations électriques
45317000-2	Autres travaux d'installation électrique
45317300-5	Travaux d'installation électrique d'appareils de distribution
45000000-7	Travaux de construction

### ■ Caractéristiques principales du contrat

	Objet du contrat	Travaux de mise en place d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques sur deux sites de la CPAM du Finistère
	Acheteur	CPAM du Finistère
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	1 rue de Savoie à BREST et 18 rue de la République à QUIMPER
	Délai	2 mois à compter de l'ordre de service de commencement des prestations
	Environnement	Marché sans mise en concurrence ultérieur avec le même titulaire possible Clause environnementale
	Pénalités de retard	Forfait de 100 €
	Variation des prix	Sans objet en raison de la durée des travaux
	Nature des prix	Prix forfaitaires

### ■ Allotissement








La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

## ■ Déroulé de la procédure et planning indicatif (non contractuel)

	Publication de la consultation	13 février 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Du 13 février au 17 mars 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	17 mars 2025
	Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles	mars/avril 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	avril 2025
	Information des candidats non retenus	avril 2025
	Signature et notification du contrat	mai 2025

## ■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>.

## ■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC
- AE
- CCAP
- CCTP et les plans EL01 (Quimper) et EL02 (Brest)
- DPGF
- CRT

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## ■ Réponse et groupement

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

*Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).*

*Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.*

## ■ Visite des lieux

Les candidats peuvent de manière obligatoire effectuer une visite des sites dans les conditions suivantes :

<Personnes à contacter :

- M. Gwenaél BATHANY pour Quimper ([gwenael.bathany@assurance-maladie.fr](mailto:gwenael.bathany@assurance-maladie.fr) - 06 63 58 72 63)
- M. Didier BAOT pour Brest ([didier.baot@assurance-maladie.fr](mailto:didier.baot@assurance-maladie.fr) - 06 70 10 45 44)

<Dates et horaires : sur prise de RDV préalable

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

## ■ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

#### ■ Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

#### ■ Modalités de remise des offres

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés via PLACE.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions sont signées à la remise de l'offre ou après attribution, au choix du candidat. En cas de signature après attribution, le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

#### ■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Déclaration du candidat (DC2)</b>	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
<b>Lettre de candidature (DC1)</b>	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
<b>Moyens humains</b>	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
<b>Moyens techniques</b>	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
<b>Qualifications professionnelles</b>	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
<b>Références Travaux</b>	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

A l'appui de leur offre, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif (signature non obligatoire au stade de l'offre)
<b>AE</b>	Acte d'engagement, renseigné par l'entreprise
<b>DPGF</b>	Décomposition du prix global et forfaitaire, renseignée par l'entreprise
<b>CRT</b>	Cadre de réponse technique imposé, renseigné par l'entreprise

#### ■ Offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Planning de la consultation

Voir le planning MOE joint au DCE.

#### ■ Remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

### ■ Régularisation des offres

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de jugement des offres

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
<b>1. Valeur technique (60 %)</b>	<b>Valeur technique analysée selon le cadre de réponse technique</b>
<i>La valeur technique de l'offre sera appréciée sur la base des éléments justificatifs suivants :</i> <b>Sous-critère 1 – Technicité et méthodes d'exécution sur 15 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fiches produits : 4 points</li> <li>- Matériaux demandés : 3 points</li> <li>- Moyens mis en œuvre : 4 points</li> <li>- Méthodologie : 4 points</li> </ul> <b>Sous-critère 2 – Moyens humains et matériels sur 10 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Compétences de l'entreprise (et du sous-traitant) : 4 points</li> <li>- Compétences de l'équipe intervenante (et du sous-traitant) : 6 points</li> </ul> <b>Sous-critère 3 – Planning d'exécution des prestations sur 15 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation du chantier : 5 points</li> <li>- Délais d'exécution (fourniture d'un planning détaillé) : 10 points</li> </ul> <b>Sous-critère 4 – Qualité et sécurité sur 10 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédures qualité et sécurité : 5 points</li> <li>- Sécurisation chantier : 5 points</li> </ul> <b>Sous-critère 5 – Transition écologique sur 10 points</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aspects environnementaux : recyclage des matériaux, type de véhicule de livraison et norme de pollution associée et traçabilité des produits : 10 points</li> </ul>	
<b>2. Prix (40 %)</b>	<b>Prix analyse selon le total TTC de la DPGF</b>

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

### ■ Négociations

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes : Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution. Les négociations seront éventuellement engagées avec les 3 candidats les mieux classés

(sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit. Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement. Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

#### ■ Justificatifs à fournir par l'attributaire

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir dans un délai court, fixé par le courrier de l'offre retenue, les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Certificat de régularité fiscale</b>	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
<b>Certificat de régularité sociale</b>	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés au tribunal judiciaire de Brest :

32 rue de Denver 29219 Brest cedex 2

Téléphone : 02 98 33 78 00

Courriel : [tj1-brest@justice.fr](mailto:tj1-brest@justice.fr)



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)